



**ARRÊTÉ**

portant enregistrement d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement  
GAEC DECLI AGRI à Bourseul site La Chapelle Bernier

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mars 2023 portant ouverture de la consultation du public ;
- Vu** le récépissé de déclaration du 24 décembre 2013 autorisant le GAEC DE LA CHAPELLE BERNIER, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Chapelle Bernier » à Bourseul, à exploiter à la même adresse un élevage bovin de 149 vaches laitières ;
- Vu** l'accusé réception du 7 avril 2021 pour la reprise du GAEC DE LA CHAPELLE BERNIER par le GAEC DECLI AGRI ;
- Vu** la demande présentée le 3 octobre 2022 et complétée le 17 février 2023 par le GAEC DECLI AGRI représenté par Madame et Monsieur Emilie et Lode DECLERCK en vue d'effectuer :
  - l'extension de l'élevage bovin qui comprendra après projet un nouvel effectif de 280 vaches laitières et la mise à jour du plan d'épandage ;

- Vu** le rapport de recevabilité de l'inspecteur de l'environnement du 20 mars 2023 pour la mise en consultation du public du dossier ;
- Vu** la consultation du public qui s'est déroulée du 24 avril 2023 au 22 mai 2023 ;
- Vu** la consultation des conseils municipaux des communes de Bourseul, Corseul, Pléven, Saint Méloir des Bois et Saint Michel de Plélan ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 21 juin 2023 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 6 juillet 2023 ;

**Considérant** que la demande présentée répond aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet, soumis à enregistrement, a fait l'objet d'une consultation du public ;

**Considérant** que l'élevage est dûment autorisé au titre des installations classées ;

**Considérant** que la demande concerne une augmentation de l'effectif de vaches laitières avec franchissement du seuil de l'enregistrement ;

**Considérant** que le plan de gestion des déjections est mis à jour ;

**Considérant** que l'exploitant est en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation ;

**Considérant** que les communes consultées, qui se sont prononcées, ont émis un avis favorable ;

**Considérant** qu'aucune observation n'a été portée sur le registre de consultation ;

**Considérant** que le pétitionnaire demande le maintien de la dérogation de distance vis à vis des tiers, et que les accords des tiers à moins de 100 m sont joints au dossier sur le site « La Chapelle Bernier »

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**Considérant** que la mise en demeure en date du 9 février 2022 peut être levée.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'enregistrement**

1.1. - Le GAEC DECLI AGRI, représenté par Madame et Monsieur Emilie et Lode DECLERCK, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Chapelle Bernier » sur la commune de BOURSEUL est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage de vaches laitières dont la capacité maximale est de 280 vaches.

## Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2101	2.b	E	Elevage, transit, vente etc. de bovins	Elevage de vaches laitières	Nombre total de vaches	b) de 151 à 400	280	Vaches

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
BOURSEUL	Bovin laitier	ZO	45, 47 et 56

2.3. - Conformité au dossier de demande d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## Article 3 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité

3.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.3. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

3.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

## Article 4 : Mesures compensatoires

Une dérogation de distance a été accordée vis-à-vis des tiers.

Dans ce cadre, les mesures compensatoires suivantes sont à mettre en œuvre dès la réalisation du projet:

- Conservation des talus et haies existantes.
- La présence des haies sera renforcée.
- La fumière sera close et couverte.
- Les bâtiments existants sont clos et couverts.
- La salle de traite est éloignée des tiers.
- La stabulation sera équipée de cornadis anti-bruit.
- Le brassage et pompage des fosses se feront uniquement quand les vents seront favorables.
- La circulation des camions et engins agricoles sera réduite autant que possible.
- La sortie des vaches sera aménagée afin de l'éloigner des voisins dans le cadre des travaux .
- Les niches à veaux seront déplacées dans le projet de stabulation.

### **Article 5 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages**

L'exploitant est autorisé à prélever, par forage prévu sur la parcelle ZO n° 46, un volume annuel brut de 3 600 m<sup>3</sup>. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux (bovins et porcins).

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1<sup>er</sup> avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

### **Article 6 : Prescription sur le transfert des déjections**

6.1. - Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise de 364 tonnes de fumier brut de bovin correspondant à 2 000 UN et 834 UP2O5.

Les fumiers bruts repris seront dirigés vers des installations dûment autorisées à les recevoir, à les transformer puis à les commercialiser.

6.2. - Traçabilité des produits :

L'exploitant tient à jour un registre détaillant, pour chaque enlèvement de fumier brut, les informations suivantes :

- date de l'enlèvement ;

- nom, adresse et coordonnées du destinataire ;
- quantité de fumier en tonnes ;
- nom du transporteur.

Les informations détaillées ci-dessus peuvent également être communiquées à l'exploitant, sous sa responsabilité, par la société prestataire de service.

Le registre tenu par l'exploitant doit être en permanence consultable par les inspecteurs de l'environnement spécialité installation classée pour la protection de l'environnement.

#### **Article 7 : Périmètre de protection de captage**

L'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2008 relatif au périmètre de protection de captage de « La Ville Hatte sur l'Arguenon ».

#### **Article 8 : Autres dispositions**

Le récépissé de déclaration du 24 décembre 2013 est abrogé.

#### **Article 9 : Dispositions communes**

Le présent arrêté, accordé sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Il cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou si l'exploitation reste inexploitée pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **Article 10 : Affichage et publication**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Bourseul pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Bourseul pendant une durée minimum d'un mois ;
- adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté ;
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture des Côtes d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 11 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 12 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Bourseul et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police ainsi que pour information aux maires de Corseul, Pléven, Saint Méloir des Bois et Saint Michel de Plélan.

Saint-Brieuc, le **12 JUL. 2023**

Le Préfet,  
  
Stéphane ROUVÉ